

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

5 novembre 2019

**PROPOSITION DE LOI**

**relative à la protection des consommateurs  
en cas de vente  
de biens de consommation**

(déposée par Mme Leen Dierick)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 november 2019

**WETSVOORSTEL**

**houdende de bescherming  
van de consumenten bij verkoop  
van consumptiegoederen**

(ingediend door mevrouw Leen Dierick)

**RÉSUMÉ**

*Cette proposition de loi, qui insère les dispositions légales concernant la garantie des biens de consommation dans le Code de droit économique, prévoit un renforcement des droits du consommateur en matière de garantie.*

*Dans le même temps, et afin d'assurer un équilibre entre les droits et obligations, la proposition contient plusieurs dispositions visant à améliorer la position du commerçant de détail par rapport au fabricant ou à l'importateur.*

**SAMENVATTING**

*Dit wetsvoorstel, dat de wettelijke bepalingen inzake garantie voor consumptiegoederen integreert in het Wetboek van economisch recht, voorziet in een versterking van de rechten van de consument op het vlak van garantie.*

*Tezelfdertijd, en om een evenwicht in rechten en plichten te verzekeren, bevat het voorstel een aantal bepalingen met als doel de positie van de detailhandelaar ten opzichte van de fabrikant of invoerder te verbeteren*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La vie des appareils électroniques est souvent plus courte que ne l'avait escompté le consommateur. C'est notamment le cas pour les smartphones, les machines à laver, les imprimantes et les ordinateurs. Une stratégie est parfois aussi mise en place pour inciter le consommateur à acheter un nouveau produit le plus souvent possible, d'où un accroissement de la quantité de déchets. Chaque année, ce sont près de 111 000 tonnes de déchets électroniques qui sont récoltés en Belgique, soit environ 10 kilogrammes par habitant. En augmentant la durée de vie des produits, il est possible de réduire cette montagne de déchets.

Il est important de prendre des mesures visant à augmenter la durée de vie des produits. Une étude réalisée par *RDC Environment* en 2017, à la demande du ministre de l'Économie, a proposé une série de mesures qui pourraient être prises pour prolonger la durée de vie des produits<sup>1</sup>. Ainsi, l'étude propose un renforcement de la législation en matière de garantie. Dans l'optique d'encourager l'économie circulaire et de prolonger la durée de vie des produits, nous proposons de modifier la législation sur la garantie des biens de consommation. L'objectif est double: d'une part, améliorer la situation du consommateur et, d'autre part, offrir une protection identique au commerçant. Lui aussi doit pouvoir faire valoir effectivement ses droits à l'encontre du fabricant, qui est responsable de la qualité.

Premièrement, la proposition de loi prévoit la possibilité de prévoir, pour certains biens spécifiques, un délai de garantie légale de plus de deux ans. Le Roi peut prolonger le délai de deux ans pour certains biens de consommation lorsqu'il peut être établi de manière objective que la durée de vie normalement escomptée est sensiblement plus longue que deux ans, et que ces biens présentent des défauts sérieux et répétitifs après la période de deux ans, ou que leur réparabilité par des tiers est empêchée ou rendue difficile. En effet, le consommateur s'attend à pouvoir utiliser certains produits plus longtemps. C'est par exemple le cas lorsque le producteur et le vendeur utilisent la durabilité du produit au titre d'argument publicitaire. Cet argument peut également inciter le consommateur à acquérir des biens de consommation plus durables.

<sup>1</sup> RDC Environment, 12 mai 2017, "L'obsolescence programmée: politiques et mesures belges de protection du consommateur".

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De levensduur van elektronische toestellen ligt vaak lager dan wat de consument ervan verwacht. Dit is onder meer zo bij smartphones, wasmachines, printers en computers. Er bestaat dan ook soms een strategie om de consument zo vaak mogelijk een nieuw product te laten kopen. Dit leidt tot een steeds grotere afvalberg. Ieder jaar wordt ongeveer 111 000 ton elektronisch afval opgehaald in België, ongeveer 10 kilogram per inwoner. Door de levensduur te verhogen van producten, kan de afvalberg kleiner worden.

Het is belangrijk dat er maatregelen worden genomen die beogen om de levensduur van producten te verhogen. In een studie van *RDC Environment* in 2017, op vraag van de minister van Economie, werden een reeks maatregelen voorgesteld die genomen kunnen worden om de levensduur van producten te verlengen<sup>1</sup>. Zo schuift de studie een versterking van de garantiewetgeving naar voor. Vanuit de optiek om de circulaire economie aan te moedigen en de levensduur van producten te verlengen, stellen de indieners van dit wetsvoorstel voor om de wetgeving over de garantie voor consumptiegoederen aan te passen. Het doel is om enerzijds een verbetering te voorzien ten voordele van de consument en anderzijds een gelijklopende bescherming voor de handelaar. Ook zij moeten hun verhaal tegen de fabrikant, die verantwoordelijk is voor de kwaliteit, effectief kunnen doen gelden.

Ten eerste voorziet het wetsvoorstel de mogelijkheid om voor specifieke goederen een wettelijke garantietermijn van meer dan twee jaar vast te leggen. De Koning kan de termijn van twee jaar voor bepaalde consumptiegoederen verlengen wanneer objectief kan worden aangetoond dat de normaal te verwachten levensduur merkbaar langer is dan twee jaar en deze goederen ernstige en aanhoudende gebreken vertonen na de periode van twee jaar of hun herstelbaarheid door derden wordt verhinderd of bemoeilijkt. Van bepaalde producten verwacht de consument namelijk dat ze langer kunnen meegaan. Dit is bijvoorbeeld het geval wanneer de producent en verkoper de duurzaamheid van het product als reclame-argument gebruiken. Dit kan de consument ook stimuleren tot de aanschaf van meer duurzame consumptiegoederen.

<sup>1</sup> RDC Environment, 12 mei 2017, Geplande veroudering: Belgische maatregelen om de consument te beschermen.

Deuxièmement, nous proposons de prolonger à un an la période pendant laquelle s'applique la règle du renversement de la charge de la preuve, période actuellement limitée à six mois. Aujourd'hui, un délai de six mois s'applique lorsqu'un défaut de conformité est constaté dans les six mois de la livraison du bien. Dans ce cas, il est présumé, jusqu'à preuve du contraire, que ce défaut existait déjà au moment de la livraison. Au-delà de ce délai de six mois, la charge de la preuve est renversée, et c'est alors au consommateur qu'il incombe de prouver que le bien n'est pas conforme. Or, il est très difficile, voire souvent impossible, pour lui, d'apporter cette preuve après six mois, ce qui peut vider la garantie de deux ans de sa substance. En France et au Portugal, cette période a déjà été étendue à deux ans, et à un an en Pologne et en Slovaquie. Nous souhaitons porter à un an le délai dans lequel s'applique la règle du renversement de la charge de la preuve car cette prolongation renforcera la protection du consommateur.

Enfin, la présente proposition permettra au consommateur de s'adresser directement au fabricant. Dès qu'il constatera un défaut, il pourra donc choisir son interlocuteur. Ainsi, il pourra décider lui-même s'il est plus opportun de s'adresser à l'entreprise ou, au contraire, au producteur, pour faire réparer ou remplacer le bien de consommation défectueux.

Quatrièmement, le droit de recours du vendeur est détaillé. L'entreprise pourra récupérer tous les frais encourus auprès du producteur ou de tout autre intermédiaire dans la transmission de la propriété du bien entre elle-même et le fabricant. Ce droit de recours est également octroyé à l'entreprise lorsqu'elle a encouru des frais dans le cadre de la mise en œuvre d'une garantie commerciale qu'elle n'a pas elle-même octroyée. À l'heure actuelle, les magasins sont trop souvent responsables, par exemple, de la réception, de l'expédition, du retrait ou du renvoi du bien de consommation pour lequel le fabricant a prévu une garantie commerciale. En outre, un délai maximum de paiement est imposé à la personne à charge de qui les frais encourus sont récupérés. Ce délai de paiement s'élève à un mois. Ce droit de recours est impératif. Il ne peut pas y être dérogé par des clauses contractuelles.

Enfin, le consommateur a besoin de plus de clarté à propos des garanties commerciales. Ces garanties devraient lui offrir une meilleure protection que la garantie légale, par exemple une durée plus longue et/ou la possibilité de recevoir des produits de remplacement. Or, il n'est pas toujours aisé pour le consommateur de savoir de quelle protection supplémentaire il bénéficie. Par ailleurs, le prix de certaines garanties commerciales ne correspond pas toujours à la valeur réelle de la protection supplémentaire offerte par ces garanties.

Ten tweede stellen de indieners voor om de termijn waarin de omkering van de bewijslast geldt en die nu beperkt is tot zes maanden te verlengen naar één jaar. Nu geldt een termijn van zes maanden. Wanneer er een gebrek aan overeenstemming is binnen een termijn van zes maanden vanaf de levering van het goed, dan geldt tot bewijs van het tegendeel het vermoeden dat dit gebrek al bestond op het tijdstip van levering. Na deze zes maanden wordt de bewijslast omgekeerd en moet de consument bewijzen dat het goed niet in overeenstemming is. Het is voor de consument zeer moeilijk, vaak onmogelijk, om dit na zes maanden te bewijzen. Hierdoor kan de garantie van twee jaar worden uitgehouden. In Frankrijk en Portugal werd deze periode al verlengd naar twee jaar en in Polen en Slovaquie is dit één jaar. De indieners van dit voorstel willen de termijn waarin de omkering van de bewijslast geldt verlengen naar één jaar. Een dergelijke verlenging brengt een hogere bescherming voor de consument mee.

Ten derde wordt de mogelijkheid voor de consument voorzien om zich rechtstreeks te richten tot de fabrikant. Zodra de consument een gebrek vaststelt, beschikt hij dus over de keuze wie hij hiervoor aanspreekt. Zo kan hij zelf inschatten of de onderneming dan wel de producent beter geplaatst is om het gebrekkige consumptiegoed te herstellen of te vervangen.

Ten vierde wordt het regresrecht van de verkoper verder uitgewerkt. De onderneming heeft de mogelijkheid om alle kosten die zij opliep terug te vorderen van de producent of van een andere tussenpersoon in de eigendomsoverdracht tussen haarzelf en de fabrikant. Dit verhaalrecht wordt ook toegekend aan de onderneming wanneer zij kosten heeft opgelopen in kader van de uitvoering van een commerciële garantie die zijzelf niet verleende. Nu staat een winkel al te vaak in voor het ontvangen, opsturen, afhalen of terugsturen van consumptiegoederen waarop de fabrikant een commerciële garantie heeft gegeven. Ook wordt een maximumbetalingstermijn opgelegd aan diegene bij wie de opgelopen kosten verhaald worden. Deze betalingstermijn bedraagt één maand. Dit regresrecht is van dwingend recht en er kan hier niet van worden afgeweken door contractuele bepalingen.

Ten slotte moet er meer duidelijkheid komen voor de consument met betrekking tot commerciële garanties. Deze garantie zou meer bescherming moeten bieden dan de wettelijke garantie bijvoorbeeld een langere termijn en/of vervangproducten. Het is voor de consument niet altijd duidelijk wat de meer-bescherming exact is. Ook de prijs van bepaalde commerciële garanties is niet altijd in verhouding met de werkelijke waarde van de extra bescherming dat de garantie biedt. Het wetsvoorstel voorziet onder meer dat de commerciële garantie nu ook

La présente proposition de loi prévoit notamment que la garantie commerciale devra dorénavant aussi indiquer clairement sa valeur ajoutée par rapport à la garantie légale. Cette obligation de transparence permettra de mieux distinguer la garantie légale de la garantie commerciale, et donc d'éviter toute ambiguïté.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### CHAPITRE 2

#### Modifications du Code de droit économique

##### Section 1<sup>re</sup>

##### *Modifications du livre I<sup>er</sup> du Code de droit économique*

##### Article 2

Les dispositions du Code civil relatives à la garantie légale des biens de consommation transposent la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation. Étant donné qu'elle insère ces dispositions dans le livre VI du Code de droit économique, la présente proposition de loi reprend les définitions insérées dans le Code civil par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004 relative à la protection des consommateurs en cas de vente de biens de consommation.

Certaines définitions, telles que celles de "consommateur" et de "garantie commerciale", se trouvent déjà dans le Code de droit économique. La notion de "vendeur" est remplacée par celle d'"entreprise avec laquelle le consommateur a conclu le contrat de vente", qui se rattache à la notion d'"entreprise" utilisée dans le livre VI du Code de droit économique. Dans le reste de la proposition et de l'exposé, il est généralement renvoyé à "l'entreprise". La formulation intégrale n'est reprise que lorsque la lisibilité du texte l'exige.

Les définitions des mots "producteur", "réparation" et "biens de consommation" sont reprises, avec une petite modification pour celle de "producteur", puisqu'il était fait référence dans celle-ci à la "Communauté européenne"

clairement de la valeur ajoutée ten opzichte van de wettelijke garantie moet vermelden. Door deze transparantieplicht kan er een beter onderscheid gemaakt worden tussen de wettelijke en commerciële garantie en wordt elke dubbelzinnigheid vermeden.

## ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

### HOOFDSTUK 2

#### Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht

##### Afdeling 1

##### *Wijzigingen van boek I van het Wetboek van economisch recht*

##### Artikel 2

De bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake de wettelijke garantie van consumptiegoederen vormen de omzetting van richtlijn 1999/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 mei 1999 betreffende bepaalde aspecten van de verkoop van en de garanties voor consumptiegoederen. Gezien dit wetsvoorstel deze bepalingen in boek VI van het Wetboek van economisch recht wenst in te voegen, worden dezelfde definities, zoals door de wet van 1 september 2004 betreffende de bescherming van de consumenten bij verkoop van consumptiegoederen ingevoegd in het Burgerlijk Wetboek, hernomen.

Bepaalde definities, zoals "consument" en "commerciële garantie" bevinden zich reeds in het Wetboek van economisch recht. Het begrip "verkoper" wordt vervangen door "onderneming waarmee de consument de koopovereenkomst heeft gesloten", waarmee wordt aangesloten op het begrip "onderneming" zoals gehanteerd doorheen boek VI van het Wetboek van economisch recht. Doorheen de rest van het voorstel en van de toelichting wordt meestal gewoon verwezen naar "onderneming" en wordt de ganse formulering enkel hernomen daar waar de duidelijkheid van de tekst dit noodzaakt.

De definities van "producent", "herstelling" en "consumptiegoederen" worden hernomen, met een kleine wijziging voor "producent", daar waar er verwezen wordt naar de "Europese Gemeenschap" en dit ten gevolge

et que cette dénomination doit être remplacée par les mots “Union européenne”, conformément au Traité de Lisbonne.

La notion de “garantie légale” introduit une nouvelle définition qui vise l’obligation de délivrer un bien de consommation conforme au contrat, ainsi que le prévoit l’article 1604, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code civil. Vu l’utilisation déjà largement répandue de la notion de “garantie légale” pour décrire cette obligation et compte tenu de la clarté que celle-ci apporte aux entreprises comme aux consommateurs, il a été décidé de définir la garantie légale dans la présente proposition de loi. L’obligation même de délivrer une chose conforme au contrat reste maintenue à l’article 1604, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code civil.

## Section 2

### *Modifications du livre VI du Code de droit économique*

#### Article 3

Cet article apporte quelques modifications de forme aux dispositions relatives aux clauses abusives du livre VI du Code de droit économique. Ces modifications se justifient par l’insertion d’un nouveau chapitre dans le livre VI du même Code. La référence à “l’obligation de garantie contractuelle” est par ailleurs remplacée par un renvoi à la “garantie commerciale” utilisée dans cette proposition de loi et ailleurs dans le livre VI.

#### Article 4

Cet article insère un nouveau “Chapitre 10 – Conformité du bien de consommation” dans le livre VI, titre 3, du Code de droit économique. Ce chapitre intègre dans le Code de droit économique les dispositions en matière de garantie reprises actuellement dans le livre III, titre VI, chapitre IV, section IV du Code civil. À travers une série de modifications à ces dispositions, les droits du consommateur sur le plan de la garantie sont renforcés et la position du détaillant qui doit garantir la conformité du bien de consommation est améliorée. Ainsi, le délai pendant lequel un consommateur ne doit pas prouver l’origine d’un défaut est porté de 6 mois à un an et l’entreprise peut plus facilement récupérer auprès du producteur les frais qu’il a exposés à la suite d’une erreur de production. Ensuite, la possibilité est également prévue pour le consommateur de s’adresser directement au producteur, mais uniquement dans le cas d’une réparation ou d’un remplacement. Il est dorénavant également exigé qu’une garantie commerciale démontre

van het Verdrag van Lissabon dient vervangen te worden door “Europese Unie”.

Met “wettelijke garantie” wordt er een nieuwe definitie geïntroduceerd die doelt op de verplichting om een zaak te leveren die met de overeenkomst in overeenstemming is, zoals geformuleerd in artikel 1604, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek. Gezien het reeds wijdverspreide gebruik van het begrip “wettelijke garantie” om deze verplichting te omschrijven en de duidelijkheid dat dit begrip brengt voor zowel ondernemingen als consumenten, werd deze dan ook gedefinieerd. De verplichting zelf, om een zaak te leveren die met de overeenkomst in overeenstemming is, blijft behouden in artikel 1604, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek.

## Afdeling 2

### *Wijzigingen van boek VI van het Wetboek van economisch recht*

#### Artikel 3

Dit artikel voert enkele vormelijke wijzigingen door aan de bepalingen inzake onrechtmatige bedingen in boek VI van het Wetboek van economisch recht, ten gevolge van het invoegen van een nieuw hoofdstuk in boek VI van hetzelfde Wetboek. Ook de verwijzing naar “contractuele garantieverplichting” wordt naar “commerciële garantie” gewijzigd zoals gehanteerd in dit wetsvoorstel en elders in boek VI.

#### Artikel 4

Dit artikel beoogt het invoegen van een nieuw “Hoofdstuk 10 – Overeenstemming van consumptiegoederen” in boek VI, titel 3, van het Wetboek van economisch recht. Dit hoofdstuk integreert de garantiebepalingen die thans zijn opgenomen in boek III, titel VI, hoofdstuk IV, afdeling IV van het Burgerlijk Wetboek in het Wetboek van economisch recht. Door een aantal wijzigingen aan deze bepalingen worden de rechten van de consument op het vlak van garantie versterkt en wordt de positie van de detailhandelaar die ertoe gehouden is de conformiteit van een consumptiegoed te waarborgen, verbeterd. Zo wordt de termijn waarbinnen een consument de oorsprong van een gebrek niet hoeft te bewijzen verlengd van 6 maanden naar één jaar en kan de onderneming de door hem opgelopen kosten ten gevolge van een productiefout dan weer gemakkelijker verhalen op de producent. Daarnaast wordt er ook voorzien in de mogelijkheid om als consument rechtstreeks de producent aan te spreken, weliswaar enkel voor een herstelling

clairement sa plus-value par rapport à la garantie légale. Enfin, toutes ces dispositions légales sont soumises aux sanctions pénales du livre VI, les services publics chargés du contrôle pouvant intervenir plus facilement. Tout cela aidera le consommateur à assurer le respect de ses droits de garantie légale et fera également en sorte qu'une entreprise pourra récupérer plus facilement les frais qu'il a exposés auprès du producteur.

L'article VI.91/2 reprend l'article 1649*bis*, du Code civil, à l'exception du paragraphe 2. Ce paragraphe contient un certain nombre de définitions qui ont été ajoutées aux définitions du livre I<sup>er</sup> CDE. Afin de correspondre au champ d'application de la législation actuelle, il y est précisé que la vente doit avoir lieu dans le cadre de l'activité professionnelle ou commerciale de l'entreprise.

Comme la définition de "vendeur" n'a pas été reprise dans le livre I<sup>er</sup> du Code de droit économique, l'article proposé précise que les obligations de garantie ne s'appliquent qu'aux ventes de biens de consommation qu'une entreprise vend habituellement ou fournit habituellement lors de ses prestations de service. Cette précision est importante lors de la vente de biens d'occasion par une entreprise: par exemple, lorsqu'un entrepreneur qui n'est pas un garagiste, un marchand de voitures ou un vendeur de biens d'occasion, revend une voiture d'entreprise amortie. Dans ce cas, il ne sera pas tenu d'assumer la garantie légale.

L'article VI.91/3 reprend l'article 1649*ter* du Code civil.

L'article VI.91/4 se rattache à l'article 1649*quater*, §§ 1<sup>er</sup>, 4 et 5, du Code civil, mais les modifie sur certains points importants.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article offre au consommateur, lorsque le bien de consommation présente un défaut, la possibilité de se retourner contre l'entreprise qui lui a vendu le bien mais aussi contre le producteur. Il s'agit d'une responsabilité solidaire, chacun d'entre eux étant entièrement responsable du défaut apparu et de ses conséquences. Dès qu'il constate un défaut, le consommateur dispose donc du choix de celui à qui il s'adresse, la partie choisie ne pouvant pas fuir sa responsabilité. Ainsi, le consommateur peut apprécier librement si l'entreprise ou le producteur est le mieux placé pour réparer ou remplacer le bien de consommation défectueux.

of een vervanging. Er wordt voortaan ook geëist dat een commerciële garantie duidelijk zijn meerwaarde ten opzichte van de wettelijke garantie aantoont. Ten slotte vallen al deze wettelijke bepalingen onder de strafrechtelijke sancties van boek VI, waardoor de toezichhoudende overheidsdiensten gemakkelijker zullen kunnen optreden. Dit alles zal de consument helpen bij het afdwingen van zijn wettelijke garantierechten waarbij er tegelijkertijd voor gezorgd wordt dat een onderneming de door hem opgelopen kosten gemakkelijker kan verhalen op de producent.

Artikel VI.91/2 herneemt artikel 1649*bis*, van het Burgerlijk Wetboek, met uitzondering van de tweede paragraaf. Deze paragraaf bevat een aantal definities die worden toegevoegd aan de definities in boek I WER. Om aan het toepassingsgebied van de huidige wetgeving te voldoen, wordt verduidelijkt dat een verkoop binnen het kader van de beroeps- of commerciële activiteit van een onderneming dient plaats te vinden.

Omdat de definitie van "verkoper" niet wordt overgenomen in boek I van het Wetboek van economisch recht, wordt in dit artikel verduidelijkt dat de garantieverplichtingen enkel gelden bij de verkopen van consumptiegoederen die een onderneming gebruikelijk verkoopt of levert bij zijn dienstverlening. Deze verduidelijking is van belang bij de verkoop van tweedehandsgoederen door een onderneming: bijvoorbeeld wanneer een ondernemer, die geen garagehouder, autoverkoper of verkoper van tweedehandsgoederen is, zijn afgeschreven bedrijfswagen doorverkoopt aan een consument. In dit geval is hij niet gehouden tot het verlenen van een wettelijke garantie.

Artikel VI.91/3 herneemt artikel 1649*ter* van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel VI.91/4 sluit aan bij artikel 1649*quater*, §§ 1, 4 en 5, van het Burgerlijk Wetboek maar wijzigt deze op een aantal belangrijke punten.

Paragraaf 1 van dit artikel biedt de consument de mogelijkheid om naast de onderneming die hem het consumptiegoed verkocht heeft, ook de producent aan te spreken wanneer het gekochte goed een gebrek vertoont. Het gaat om een hoofdelijke aansprakelijkheid waardoor elk van hen geheel verantwoordelijk is voor het ontstane gebrek en de gevolgen ervan. Zodra hij een gebrek vaststelt beschikt de consument dus over de keuze wie hij hiervoor aanspreekt, waarbij de gekozen partij zijn aansprakelijkheid niet kan afwijzen. Zo kan de consument zelf vrij inschatten of de onderneming dan wel de producent beter geplaatst is om het gebrekkige consumptiegoed te herstellen of te vervangen.

Ce même paragraphe 1<sup>er</sup> maintient le délai de garantie légale de deux ans à compter de la livraison du bien de consommation, mais donne la possibilité au Roi de prolonger ce délai pour certains biens de consommation par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. La délégation au Roi est encadrée par un certain nombre de conditions plus précises. Celles-ci ont trait à la réparabilité ou à des défauts fréquents ou sérieux après deux ans, là où la durée de vie normalement escomptée est plus longue. À cet égard, les avis du Conseil de la Consommation et du Conseil supérieur des indépendants et des PME devront être demandés.

Pour ce qui concerne les biens d'occasion, le paragraphe 1<sup>er</sup> reprend la faculté donnée aux parties de réduire contractuellement le délai de garantie légale jusqu'à un an.

Il est en outre prévu que le consommateur ne peut s'adresser qu'à l'entreprise à laquelle il a acheté le bien d'occasion et non au producteur. En effet, s'agissant d'un nouveau contrat de vente, le producteur n'est plus directement responsable des défauts qui peuvent apparaître.

La garantie légale est un droit réel et en tant que tel suit le bien de consommation, conformément au principe général "*accessorium sequitur principale*". Dès lors, lorsqu'une vente d'occasion a lieu entre deux consommateurs pendant le délai de garantie initial, le consommateur acheteur pourra toujours s'adresser à l'entreprise ou au producteur.

Le paragraphe 4 de l'article VI.91/4, reprend la règle du renversement de la charge de la preuve mais prolonge la période de six mois pendant laquelle elle est d'application, à un an. De cette manière, durant la première année, le consommateur ne devra pas démontrer que le défaut était déjà présent au moment de la livraison du bien de consommation. En pratique, il s'est en effet souvent avéré très difficile, voire impossible, pour le consommateur d'apporter cette preuve. Une telle prolongation procurera réellement une plus grande protection aux consommateurs en rendant effective la durée de la garantie légale.

Lorsqu'un délai de garantie plus long est prévu pour certaines catégories de biens de consommation, la période de renversement de la charge de la preuve doit également être prolongée. Le nouveau délai sera basé sur la durée fixée par le Roi, c'est-à-dire la moitié du délai de garantie.

L'article VI.91/5 reprend l'article 1649*quinquies*, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Code civil, en ajoutant le producteur comme point de contact possible pour exiger en

Diezelfde paragraaf 1 behoudt de wettelijke garantietermijn van twee jaar vanaf levering van het consumptiegoed, maar geeft de mogelijkheid aan de Koning om deze termijn voor bepaalde consumptiegoederen te verlengen met een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. De machtiging aan de Koning wordt verder door een aantal precieze voorwaarden omkaderd. Deze houden verband met de herstelbaarheid of frequente of zware gebreken na twee jaar, terwijl de normaal te verwachten levensduur langer is. In dit kader zullen de adviezen van de Raad voor het Verbruik en de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de kmo gevraagd worden.

Voor wat tweedehandsgoederen betreft, herneemt paragraaf 1 de mogelijkheid voor de partijen om de wettelijke garantietermijn contractueel te beperken tot minimum één jaar.

Er wordt ook voorzien dat de consument enkel de onderneming waarvan hij het tweedehandsgoed gekocht heeft, kan aanspreken, en niet de producent. In feite, gezien het een nieuwe verkoopovereenkomst betreft, is de producent niet langer rechtstreeks verantwoordelijk voor gebreken die zich kunnen voordoen.

De wettelijke garantie is een zakelijk recht dat zodoende het consumptiegoed volgt, volgens het algemene rechtsbeginsel "*accessorium sequitur principale*". Hieruit volgt dat wanneer een tweedehandsv verkoop tussen consumenten plaatsvindt binnen de oorspronkelijke garantietermijn, de consument-koper steeds de onderneming of producent kan aanspreken.

Paragraaf 4 van artikel VI.91/4, herneemt de regel van omkering van de bewijslast maar verlengt de periode waarin die geldt van zes maanden naar één jaar. Op die manier zal de consument dus gedurende het eerste jaar niet moeten aantonen dat het gebrek reeds op moment van de levering van het consumptiegoed aanwezig was. In de praktijk blijkt het namelijk vaak heel moeilijk, soms onmogelijk, om dit als consument te bewijzen. Een dergelijke verlenging brengt daadwerkelijk een hogere bescherming voor consumenten met zich mee door de duur van de wettelijke garantie effectief te maken.

Wanneer er een langere garantietermijn wordt voorzien voor bepaalde categorieën van consumptiegoederen, dient ook de periode met omkering van bewijslast te worden verlengd. De nieuwe periode zal zich baseren op de termijn bepaald door de Koning, nl. de helft van de langere garantietermijn.

Artikel VI.91/5 herneemt artikel 1649*quinquies*, §§ 1 en 2, van het Burgerlijk Wetboek, met de toevoeging van de producent als mogelijk aanspreekpunt



premier ressort une réparation ou un remplacement. En effet, il peut arriver qu'un producteur soit plus accessible ou mieux placé pour exécuter une réparation ou un remplacement. Comme nous l'avons dit ci-dessus, après la constatation d'un défaut, le consommateur a donc le choix de s'adresser à l'entreprise ou au producteur. Il est cependant lié par son choix, en ce sens qu'il ne peut pas, par exemple, s'adresser au producteur pour une réparation ou un remplacement, s'il n'a pas pu l'obtenir de l'entreprise, et vice versa. Le consommateur dispose cependant toujours de la possibilité de demander en dernier ressort à l'entreprise une réduction du prix ou la résolution du contrat de vente, comme prévu à l'article VI.91/6.

Au paragraphe 2, alinéa 2, la gratuité d'une réparation ou d'un remplacement éventuel est soulignée. Aucun coût en lien avec une réparation ou un remplacement ne peut être facturé au consommateur. On pense par exemple aux heures de travail prestées ou aux pièces de rechange nécessaires. De même, les frais d'expédition, c'est-à-dire les frais d'envoi, de retrait ou de renvoi du bien de consommation ou encore de déplacement de l'entreprise chez le consommateur, ne peuvent pas lui être portés en compte.

L'article VI.91/6 reprend l'article 1649*quinquies*, § 3, du Code civil. Dans un deuxième temps, le consommateur peut donc demander une réduction du prix ou la résolution du contrat de vente. Pour ce faire, il peut uniquement s'adresser à l'entreprise et non au producteur. En effet, c'est l'entreprise avec laquelle le consommateur a conclu un contrat qui a reçu le prix. Si le consommateur a choisi de s'adresser au producteur pour une réparation ou un remplacement et qu'il n'a pas pu l'obtenir, il peut encore et toujours s'adresser à l'entreprise pour obtenir une réduction du prix ou la résolution du contrat.

L'article VI.91/7 reprend le caractère contraignant de la garantie commerciale, telle qu'il a été prévu par l'article 1649*septies*, § 1<sup>er</sup>, du Code civil.

L'article VI.91/8 élargit les droits du consommateur par rapport à ceux déterminés par l'article 1649*septies*, §§ 2 et 3, du Code civil. Ainsi, une garantie commerciale doit désormais toujours être transmise par écrit ou sur support durable au consommateur, même si celui-ci ne l'a pas demandé explicitement. En plus d'un renvoi exprès à la garantie légale et à sa durée, la garantie commerciale doit désormais également mentionner clairement la plus-value par rapport à la garantie légale. Cette obligation de transparence permet de mieux distinguer la garantie légale et la garantie commerciale et de

om in eerste instantie een herstelling of vervanging te eisen. Het kan namelijk voorvallen dat een producent toegankelijker of beter geplaatst is om een herstelling of vervanging uit te voeren. Zoals eerder gesteld heeft de consument na de vaststelling van een gebrek dus de keuze om de onderneming dan wel de producent aan te spreken. Hij is hierbij wel gebonden door zijn keuze en kan zich dus bijvoorbeeld niet richten tot de producent voor een herstelling of vervanging indien hij deze niet heeft kunnen bekomen van de onderneming, en vice versa. De consument beschikt wel steeds over de mogelijkheid om in laatste instantie een prijsvermindering of ontbinding te vragen van de verkoopovereenkomst zoals voorzien in artikel VI.91/6.

In paragraaf 2, tweede lid, wordt de kosteloosheid van een eventuele herstelling of vervanging benadrukt. Een consument mag dus geen enkele kost worden aangerekend die gepaard gaat met een herstelling of vervanging. Hierbij kan gedacht worden aan bijvoorbeeld gepresterde werkuren of benodigde wisselstukken. Ook de verzendingskosten, waarmee bedoeld wordt de kosten inzake het opsturen, afhalen of terugzenden van het consumptiegoed of nog de verplaatsing van de onderneming tot bij de consument, mogen aan de consument niet worden aangerekend.

Artikel VI.91/6 herneemt artikel 1649*quinquies*, § 3, van het Burgerlijk Wetboek. In tweede instantie kan de consument dus een prijsvermindering of ontbinding van de overeenkomst vragen. Hiervoor kan hij enkel de onderneming aanspreken en niet de producent. Het is namelijk de onderneming met wie de consument een overeenkomst heeft gesloten die de prijs ontvangen heeft. In het geval waarin de consument ervoor koos om de producent aan te spreken voor een herstelling of een vervanging en hij deze niet kon verkrijgen, kan hij zich wel nog steeds tot de onderneming wenden om dan een prijsvermindering of ontbinding van de overeenkomst te vragen.

Artikel VI.91/7 herneemt het bindend karakter van de commerciële garantie zoals die ook in artikel 1649*septies*, § 1, van het Burgerlijk Wetboek is voorzien.

Artikel VI.91/8 breidt de rechten uit van de consument ten opzichte van deze die in artikel 1649*septies*, §§ 2 en 3, van het Burgerlijk Wetboek waren voorzien. Zo moet een commerciële garantie voortaan altijd schriftelijk of op een duurzame drager worden overgemaakt aan de consument, ook als de consument daar niet uitdrukkelijk heeft om gevraagd. Naast een uitdrukkelijke verwijzing naar de wettelijke garantie en de duur ervan, moet de commerciële garantie nu ook duidelijk de meerwaarde ten opzichte van de wettelijke garantie vermelden. Door deze transparantieplicht kan er een

lever toute ambiguïté. De même, toutes les conditions et limitations de la garantie commerciale, comme la durée, le champ d'application géographique, les exceptions, les documents nécessaires, la procédure à suivre, etc. doivent être clairement indiquées.

L'article VI.91/9 maintient les droits du consommateur fixés à l'article 1649septies, § 4, du Code civil. Le fait que le document de garantie commerciale n'ait pas été transmis au consommateur, qu'il ne satisfasse pas aux obligations quant à son contenu ou qu'il n'ait pas été rédigé dans une langue visée à l'article VI.8 du Code de droit économique, ne porte pas préjudice à ses droits.

L'article 1649quater, § 2, du Code civil disposait que les parties disposaient de la possibilité de convenir le délai dans lequel un défaut de conformité était à signaler, sans que celui-ci puisse être inférieur à deux mois. L'article VI.91/10 impose un délai uniforme et fixe de deux mois dans lequel le consommateur doit signaler le défaut à l'entreprise ou au producteur. En outre, ce délai de notification s'applique tant à la garantie légale qu'à la garantie commerciale. Il s'agit d'une règle claire et uniforme qui crée de la sécurité juridique pour les entreprises, les producteurs et les consommateurs.

L'article VI.91/11 reproduit l'article 1649quater, § 3, du Code civil, et y ajoute la garantie commerciale, de sorte que les actions se fondant tant sur la garantie légale que sur la garantie commerciale seront soumises à un même délai de prescription d'un an prenant cours au moment où le consommateur constatera le défaut.

Conformément à la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation, ce délai de prescription ne peut cependant pas expirer avant la fin du délai de deux ans à compter de la livraison. La limitation éventuelle du délai de garantie pour les biens d'occasion n'a pas d'incidence sur le délai de prescription de l'action du consommateur. Il ressort en effet de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 13 juillet 2017 (affaire C-133/16, Ferenschild) que la prescription ne peut pas avoir lieu avant l'expiration du délai de deux ans prenant cours après la livraison. Si un arrêté royal prévoyait un délai de garantie prolongé de plus de deux ans, la prescription ne pourrait pas intervenir avant l'expiration de ce délai prolongé.

Parallèlement au délai de garantie légale, les mêmes règles en matière de prescription sont maintenant imposées pour les actions intentées dans le cadre de

beter onderscheid gemaakt worden tussen de wettelijke en commerciële garantie en wordt elke dubbelzinnigheid vermeden. Ook alle voorwaarden en beperkingen van de commerciële garantie zoals de duur, het geografisch toepassingsgebied, de uitzonderingen, de nodige documenten, de te volgen procedure, enz. moeten overzichtelijk worden weergegeven.

Artikel VI.91/9 behoudt de rechten van de consument die zijn vastgelegd in artikel 1649septies, § 4, van het Burgerlijk Wetboek. Het feit dat geen commercieel garantiedocument werd overgemaakt aan de consument, dat dit niet voldoet aan de inhoudelijke vereisten of niet werd gesteld in een taal overeenkomstig artikel VI.8 van het Wetboek van economisch recht, kan geen afbreuk doen aan zijn rechten.

Artikel 1649quater, § 2, van het Burgerlijk Wetboek voorzagt dat partijen konden overeenkomen binnen welke termijn een gebrek aan overeenstemming moest worden gemeld, zonder dat die korter mocht zijn dan twee maanden. Artikel VI.91/10 bepaalt een uniforme en vaste termijn van twee maanden waarbinnen de consument de melding van het gebrek aan de onderneming of aan de producent moet doen. Deze meldingstermijn geldt bovendien zowel bij de wettelijke als bij de commerciële garantie. Dit zorgt voor een duidelijke en uniforme regel en creëert rechtszekerheid voor ondernemingen, producenten en consumenten.

Artikel VI.91/11 herneemt artikel 1649quater, § 3, van het Burgerlijk Wetboek en voegt de commerciële garantie toe, zodat vorderingen op basis van zowel de wettelijke als de commerciële garantie onder dezelfde éénjarige verjaringstermijn vallen die start van het moment dat de consument het gebrek vaststelt.

Deze verjaringstermijn kan echter niet verstrijken vóór het einde van de periode van 2 jaar na levering, overeenkomstig de richtlijn 1999/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 mei 1999 betreffende bepaalde aspecten van de verkoop van en de garanties voor consumptiegoederen. De eventuele beperking van de garantietermijn voor tweedehandsgoederen heeft geen invloed op de verjaringstermijn van de vordering door een consument. Uit het arrest van het Europese Hof van Justitie van 13 juli 2017, zaak C-133/16 (Ferenschild) volgt namelijk dat de verjaring niet kan plaatsvinden vóór het verlopen van twee jaar na levering. Wanneer er bij koninklijk besluit een verlengde garantietermijn van meer dan twee jaar zou gelden, zal er geen verjaring kunnen zijn vóór het verstrijken van die verlengde termijn.

Parallel aan de wettelijke garantie worden nu ook dezelfde verjaringsregels opgelegd voor vorderingen in het kader van de commerciële garantie. In afwijking van

la garantie commerciale. Par dérogation au délai de prescription actuel de dix ans (article 2262*bis* du Code civil), un délai d'un an à compter de la constatation du défaut est actuellement prévu. Ce délai de prescription ne peut en aucun cas expirer avant la fin du délai de garantie commerciale convenu.

Les articles VI.91/12 à VI.91/14 reprennent le droit de recours du vendeur prévu par l'article 1649*sexies* du Code civil, mais le développent et en renforcent les effets, compte tenu des autres modifications opérées par la présente proposition de loi.

L'article VI.91/12 stipule au paragraphe 1<sup>er</sup> que lorsqu'une entreprise est appelée à intervenir par un consommateur sur la base de la garantie légale, elle a la possibilité de récupérer tous les frais encourus auprès du producteur ou de tout autre intermédiaire dans la transmission de la propriété du bien entre elle-même et le fabricant. L'entreprise ayant vendu le bien de consommation au consommateur ne dispose évidemment pas de ce droit de recours, lorsqu'elle-même est responsable du défaut de conformité. Dans la mesure où le producteur peut également être appelé en garantie par un consommateur en application de l'article VI. 91/4, la même faculté lui est donnée vis-à-vis de l'entreprise ou de tout autre intermédiaire contractuel qui serait responsable de la survenance du défaut.

Ce droit de recours est également octroyé à l'entreprise, lorsqu'elle a encouru des frais dans le cadre de la mise en œuvre d'une garantie commerciale qu'elle n'a pas elle-même octroyée. En pratique, un magasin, par exemple, est trop souvent responsable de la réception, de l'expédition, du retrait ou du renvoi du bien de consommation pour lequel le fabricant a prévu une garantie commerciale.

L'article VI.91/13 prévoit un délai maximum de paiement à celui à charge de qui les frais encourus sont récupérés. Par analogie avec les règles contenues dans la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, ce délai de paiement s'élève à un mois et commence à courir le jour de la réception de la notification par la partie demanderesse.

L'article VI.91/14 précise que ce droit de recours est impératif. Il ne peut pas y avoir de dérogation par des clauses contractuelles, ni de limitations par les pratiques du marché.

Les dispositions légales en matière de droit de recours visent à réguler l'ordre économique et doivent par conséquent être considérées comme des dispositions de droit impératif au sens de l'article 9 du Règlement

de la huidige tienjarige verjaringstermijn (artikel 2262*bis* van het Burgerlijk Wetboek), wordt nu één jaar vanaf vaststelling van het gebrek bepaald. Deze verjaringstermijn kan in elk geval niet verlopen vóór het einde van de overeengekomen commerciële garantietermijn.

De artikelen VI.91/12 tot en met VI.91/14 hernemen het regresrecht van de verkoper voorzien in artikel 1649*sexies* van het Burgerlijk Wetboek, maar werken dit verder uit en verstevigen de gevolgen ervan, rekening houdend met de andere wijzigingen in dit wetsvoorstel.

Artikel VI.91/12 stelt in de eerste paragraaf dat wanneer een onderneming door een consument wordt aangesproken op grond van de wettelijke garantie, zij de mogelijkheid heeft om alle kosten die zij opliep terug te vorderen van de producent of van een andere tussenpersoon in de eigendomsoverdracht tussen haarzelf en de fabrikant. Dit verhaalrecht heeft de onderneming die het consumptiegoed heeft verkocht aan de consument, uiteraard niet wanneer het gebrek aan overeenstemming te wijten is aan haarzelf. Voor zover de producent ook kan worden aangesproken door de consument in toepassing van artikel VI.91/4, wordt hem dezelfde mogelijkheid gegeven tegenover de onderneming of enig andere contractuele tussenpersoon die verantwoordelijk zou zijn voor het optreden van het gebrek.

Dit verhaalrecht wordt ook toegekend aan de onderneming, wanneer zij kosten heeft opgelopen in het kader van de uitvoering van een commerciële garantie die zijzelf niet verleende. In de praktijk staat bijvoorbeeld een winkel al te vaak in voor het ontvangen, opsturen, afhalen of terugsturen van consumptiegoederen waarop de fabrikant een commerciële garantie heeft gegeven.

Artikel VI.91/13 legt een maximumbetalingstermijn op aan diegene bij wie de opgelopen kosten verhaald worden. Naar analogie met de regels vervat in de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties, bedraagt deze betalingstermijn één maand en begint ze te lopen de dag van ontvangst van de melding door de eisende partij.

Artikel VI.91/14 preciseert dat dit regresrecht van dwingend recht is en er niet van kan worden afgeweken door contractuele bedingen, noch beperkt mag worden door marktpraktijken.

De wettelijke bepalingen inzake het regresrecht beogen de economische orde te reguleren en dienen bijgevolg als bepalingen van bijzonder dwingend recht in de zin van artikel 9 van de Rome I-Verordening te

Rome I. Elles appartiennent à ce que l'on appelle communément la catégorie des "lois de police" et priment sur les dispositions dont l'application, soit découle du choix direct des parties, soit, à défaut d'un tel choix, de la "*lex contractus*" normale (généralement le droit de la prestation caractéristique). Dès lors, un producteur ou un importateur établi dans un autre État membre de l'Union européenne ne pourra pas écarter l'application des articles VI.91/12 et VI.91/13 dans ses relations avec une entreprise établie en Belgique.

L'article VI.91/15 reprend l'article 1649*octies*, alinéa 2, du Code civil.

#### Article 5

Cet article introduit une modification de forme aux dispositions en matière de pratiques commerciales déloyales au livre VI du Code de droit économique, à la suite de l'insertion d'un nouveau chapitre dans le livre VI du Code de droit économique.

#### Section 3

*Modification du livre XV  
du Code de droit économique*

#### Article 6

Cet article fait en sorte que les dispositions matérielles du nouveau chapitre 10 relèvent des mêmes sanctions pénales que celles en vigueur pour la majeure partie du livre VI du Code de droit économique. De cette manière, les agents chargés du contrôle du livre VI Code de droit économique pourront intervenir directement sur la base de ces dispositions. En effet, actuellement, comme les dispositions en matière de garantie ne sont pas pénalement sanctionnées, ces fonctionnaires peuvent uniquement intervenir de manière indirecte en constatant une clause abusive et/ou une pratique commerciale déloyale. Cette modification permettra un contrôle plus efficace et effectif de l'application des règles de garantie, ce qui améliorera la protection du consommateur, d'une part, et stimulera la concurrence entre les entreprises, d'autre part.

worden beschouwd. Ze behoren tot wat gemeenzaam als de categorie der "politiewetten" wordt genoemd, en primeren over de bepalingen waarvan de toepassing hetzij voortvloeit uit de rechtskeuze van partijen, hetzij, bij afwezigheid van een dergelijke keuze, de normale "*lex contractus*" (doorgaans het recht van de kenmerkende prestatie). Derhalve zal een producent of een invoerder die in een andere lidstaat van de Europese Unie is gevestigd, de toepassing van de artikelen VI.91/12 en VI.91/13 niet kunnen uitsluiten in zijn relatie met een onderneming die in België is gevestigd.

Artikel VI.91/15 herneemt artikel 1649*octies*, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.

#### Artikel 5

Dit artikel voert een vormelijke wijziging door aan de bepalingen inzake oneerlijke handelspraktijken in boek VI van het Wetboek van economisch recht, ten gevolge van het invoegen van een nieuw hoofdstuk in boek VI van het Wetboek van economisch recht.

#### Afdeling 3

*Wijziging van boek XV  
van het Wetboek van economisch recht*

#### Artikel 6

Dit artikel zorgt ervoor dat de materiële bepalingen van het nieuwe hoofdstuk 10 onder dezelfde strafsancities vallen als diegene die gelden voor het overgrote deel van boek VI van het Wetboek van economisch recht. Op die manier kunnen de ambtenaren bevoegd voor controle van boek VI van het Wetboek van economisch recht rechtstreeks optreden op grond van deze bepalingen. Momenteel worden de garantieregels namelijk strafrechtelijk niet gesanctioneerd waardoor deze ambtenaren slechts onrechtstreeks kunnen optreden door vast te stellen dat het om een oneerlijke handelspraktijk gaat en/of er sprake is van een oneerlijke handelspraktijk. Deze wijziging zal dan ook voor een meer efficiënte en effectieve controle op de toepasselijke garantieregels zorgen, die zowel de bescherming van de consument als de concurrentie tussen ondernemingen ten goede zal komen.

**Section 4**

*Modification du livre XVII  
du Code de droit économique*

**Article 7**

Cet article abroge l'article XVII.26, b), 10°, du Code de droit économique par suite de l'insertion d'un nouveau chapitre 10 dans le livre VI du Code de droit économique.

**CHAPITRE 3****Modifications du Code judiciaire****Article 8 et 9**

Les articles 10 et 11 procèdent aux abrogations nécessaires dans le Code judiciaire par suite de l'insertion d'un nouveau chapitre dans le livre VI du Code de droit économique.

**CHAPITRE 4****Modification du Code civil****Article 10**

L'article 12 abroge les articles 1649*bis* à 1649*octies* du Code civil. Toutefois, l'obligation pour le vendeur de délivrer un bien conforme au contrat, insérée dans l'article 1604 du Code civil par l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004 relative à la protection des consommateurs en cas de vente de biens de consommation, y est maintenue.

**CHAPITRE 5****Évaluation des dispositions  
en matière de garantie****Article 11**

Une application correcte des nouvelles règles en matière de garantie est essentielle, en particulier des règles améliorant la position du détaillant. Dès lors, leur application sera suivie de près et un rapport à ce sujet sera établi après un an.

**Afdeling 4**

*Wijziging van boek XVII  
van het Wetboek van economisch recht*

**Artikel 7**

Dit artikel heft artikel XVII.26, b), 10°, van het Wetboek van economisch recht op ten gevolge van het invoegen van een nieuw hoofdstuk 10 in boek VI van het Wetboek van economisch recht.

**HOOFDSTUK 3****Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek****Artikelen 8 en 9**

De artikelen 10 en 11 gaan tot de noodzakelijke opheffingen over in het Gerechtelijk Wetboek ten gevolge van het invoegen van een nieuw hoofdstuk in boek VI van het Wetboek van economisch recht.

**HOOFDSTUK 4****Wijziging van het Burgerlijk Wetboek****Artikel 10**

Artikel 12 heft de artikelen 1649*bis* tot 1649*octies* van het Burgerlijk Wetboek op. Echter de verplichting om als verkoper een goed in overeenstemming met de overeenkomst te leveren, zoals ingevoegd in artikel 1604 van het Burgerlijk Wetboek door artikel 2 van de wet van 1 september 2004 betreffende de bescherming van de consumenten bij verkoop van consumptiegoederen, blijft behouden.

**HOOFDSTUK 5****Evaluatie van de bepalingen  
inzake garantie****Artikel 11**

Een correcte toepassing van de nieuwe regels inzake garantie, in het bijzonder deze die de positie van de kleinhandelaar verbeteren, zijn essentieel. De toepassing zal daarom nauw worden opgevolgd en na één jaar zal daarvan verslag worden uitgebracht.

## CHAPITRE 6

**Disposition transitoire**

## Article 12

Les contrats conclus entre les entreprises qui vendent des biens de consommation aux consommateurs et les producteurs ou leurs fournisseurs sont généralement conclus pour de longues durées. Dès lors, afin de garantir les droits des entreprises qui vendent des biens de consommation aux consommateurs, il est nécessaire que les dispositions en matière de recours s'appliquent directement aux contrats conclus avant leur entrée en vigueur.

## CHAPITRE 7

**Entrée en vigueur**

## Article 13

Un délai suffisant est prévu après la publication de la loi pour permettre aux entreprises d'appliquer les nouvelles dispositions en matière de garantie.

## HOOFDSTUK 6

**Overgangsbepaling**

## Artikel 12

Overeenkomsten tussen ondernemingen die consumptiegoederen verkopen aan consumenten en producenten of hun leveranciers, worden over het algemeen gesloten voor lange periodes. Daarom, met het oog op het garanderen van de rechten van ondernemingen die consumptiegoederen aan consumenten verkopen, is het noodzakelijk dat de bepalingen inzake het regresrecht bij de inwerkingtreding reeds direct van toepassing zullen zijn op lopende overeenkomsten.

## HOOFDSTUK 7

**Inwerkingtreding**

## Artikel 13

Er wordt voorzien in voldoende tijd na bekendmaking van de wet om de ondernemingen toe te laten de nieuwe garantiebepalingen te implementeren.

Leen DIERICK (CD&V)

**PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1<sup>ER</sup>**Disposition générale**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

## CHAPITRE 2

**Modifications du Code de droit économique****Section 1<sup>re</sup>**

*Modifications du livre I<sup>er</sup>  
du Code de droit économique*

## Art. 2

L'article I.8 du Code de droit économique, inséré par la loi du 21 décembre 2013, est complété par les 40° à 43° rédigés comme suit:

“40° producteur: le fabricant de biens de consommation, l'importateur de biens de consommation sur le territoire de l'Union européenne ou toute personne qui se présente comme producteur en apposant sur les biens de consommation son nom, sa marque ou un autre signe distinctif;

41° garantie légale: l'obligation de délivrer un bien de consommation qui est conforme au contrat;

42° réparation: en cas de défaut de conformité, la mise du bien de consommation dans un état conforme au contrat;

43° bien de consommation: tout objet mobilier corporel, sauf:

a) les biens vendus sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice;

b) l'eau et le gaz lorsqu'ils ne sont pas conditionnés dans un volume délimité ou une quantité déterminée;

c) l'électricité.”

**WETSVOORSTEL**

## HOOFDSTUK 1

**Algemene bepaling**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

## HOOFDSTUK 2

**Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht****Afdeling 1**

*Wijzigingen van boek I  
van het Wetboek van economisch recht*

## Art. 2

Artikel I.8 van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013, wordt aangevuld met de bepalingen onder 40° tot 43°, luidende:

“40° producent: de fabrikant van consumptiegoederen, de invoerder van consumptiegoederen op het grondgebied van de Europese Unie of elke andere persoon die zich als producent voordoet door zijn naam, handelsmerk of enig ander onderscheidend teken op de consumptiegoederen aan te brengen;

41° wettelijke garantie: de verplichting tot levering van een consumptiegoed dat in overeenstemming is met de overeenkomst;

42° herstelling: het consumptiegoed in geval van gebrek aan overeenstemming met de overeenkomst, daarmee in overeenstemming brengen;

43° consumptiegoederen: alle lichamelijke roerende zaken met uitzondering van:

a) goederen die in uitvoering van een beslag of anderszins gerechtelijk zijn verkocht;

b) water en gas die niet marktklaar zijn gemaakt in een bepaald volume of in een bepaalde hoeveelheid;

c) elektriciteit.”

**Section 2**

*Modifications du livre VI  
du Code de droit économique*

**Art. 3**

Dans l'article VI.83 du même Code, inséré par la loi du 21 décembre 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le 8°, les mots "garantie contractuelle" sont remplacés par les mots "garantie commerciale";

b) le 14° est remplacé par ce qui suit:

"14° supprimer ou diminuer la garantie légale en matière de vices cachés, prévue par les articles 1641 à 1649 du Code civil, ou les obligations légales relatives à la garantie légale et commerciale, prévues par les articles VI.91/3 à VI.91/11 et VI.91/15;"

**Art. 4**

Dans le livre VI, titre 3, du même Code, inséré par la loi du 21 décembre 2013, il est inséré un chapitre 10, comportant les articles VI.91/1 à VI.91/15, rédigé comme suit:

**CHAPITRE 10****Conformité des biens de consommation****Section 1<sup>re</sup>**

*Disposition générale*

Art. VI.91/1. Le présent chapitre transpose la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation.

**Section 2**

*Champ d'application*

Art. VI.91/2. Le présent chapitre s'applique aux contrats de vente conclus par une entreprise qui vend, dans le cadre de son activité professionnelle ou commerciale, des biens de consommation à un consommateur, y compris

**Afdeling 2**

*Wijzigingen van boek VI  
van het Wetboek van economisch recht*

**Art. 3**

In artikel VI.83 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013, en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepaling onder 8° worden de woorden "contractuele garantieverplichting" vervangen door de woorden "commerciële garantieverplichting";

b) de bepaling onder 14° wordt vervangen als volgt:

"14° de wettelijke waarborg voor verborgen gebreken, bepaald bij de artikelen 1641 tot 1649 van het Burgerlijk Wetboek, of de wettelijke verplichtingen inzake wettelijke en commerciële garantie, bepaald bij de artikelen VI.91/3 tot VI.91/11 en VI.91/15, op te heffen of te verminderen;"

**Art. 4**

In boek VI, titel 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013, wordt een hoofdstuk 10 ingevoegd dat de artikelen VI.91/1 tot VI.91/15 bevat, luidende:

**HOOFDSTUK 10****Overeenstemming van consumptiegoederen****Afdeling 1**

*Algemene bepaling*

Art. VI.91/1. Dit hoofdstuk voorziet in de omzetting van richtlijn 1999/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 mei 1999 betreffende bepaalde aspecten van de verkoop van en de garanties voor consumptiegoederen.

**Afdeling 2**

*Toepassingsgebied*

Art. VI.91/2. Dit hoofdstuk is van toepassing op verkoopovereenkomsten waarbij een onderneming, in het kader van haar beroeps- of commerciële activiteit, consumptiegoederen verkoopt aan een consument,



les contrats de fourniture de biens de consommation à fabriquer ou à produire.

### Section 3

#### *Garantie légale*

Art. VI.91/3. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 1604, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code civil, le bien de consommation livré par l'entreprise avec laquelle le consommateur a conclu le contrat de vente est réputé conforme au contrat:

1° s'il correspond à la description donnée par l'entreprise et possède les qualités du bien de consommation que l'entreprise a présenté sous forme d'échantillon ou de modèle au consommateur;

2° s'il est propre à tout usage spécial recherché par le consommateur, que celui-ci a porté à la connaissance de l'entreprise au moment de la conclusion du contrat et que l'entreprise a accepté;

3° s'il est propre aux usages auxquels servent habituellement les biens de consommation du même type;

4° s'il présente la qualité et les prestations habituelles d'un bien de consommation de même type auxquelles le consommateur peut raisonnablement s'attendre, eu égard à la nature du bien de consommation et, le cas échéant, compte tenu des déclarations publiques faites sur les caractéristiques concrètes du bien de consommation par l'entreprise, le producteur ou son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage.

§ 2. L'entreprise ou, le cas échéant, le producteur, ne sont pas tenus par les déclarations publiques visées au § 1<sup>er</sup>, 4°, s'ils démontrent:

1° qu'ils ne connaissaient pas la déclaration en cause et n'étaient pas raisonnablement en mesure de la connaître,

2° que la déclaration en cause avait été rectifiée au moment de la conclusion du contrat, ou

3° que la décision d'acheter le bien de consommation n'a pas pu être influencée par ladite déclaration.

§ 3. Le défaut de conformité est réputé ne pas exister au sens du présent article si, au moment de la conclusion du contrat, le consommateur connaissait ce défaut ou ne pouvait raisonnablement l'ignorer, ou si le défaut de conformité trouve son origine dans les matériaux fournis par le consommateur.

met inbegrip van de overeenkomsten tot levering van te vervaardigen of voort te brengen consumptiegoederen.

### Afdeling 3

#### *Wettelijke garantie*

Art. VI.91/3. § 1. Voor de toepassing van artikel 1604, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, wordt het door de onderneming waarmee de consument de verkoop-overeenkomst heeft gesloten geleverde consumptiegoed geacht in overeenstemming met de overeenkomst te zijn indien:

1° het in overeenstemming is met de door de onderneming gegeven beschrijving ervan en de eigenschappen bezit van de consumptiegoederen die de onderneming aan hem als monster of als model heeft getoond;

2° het geschikt is voor elk bijzonder door de consument gewenst gebruik dat deze aan de onderneming bij het sluiten van de overeenkomst heeft meegedeeld en dat de onderneming heeft aanvaard;

3° het geschikt is voor het gebruik waartoe consumptiegoederen van dezelfde soort gewoonlijk dienen;

4° het de kwaliteit en prestaties biedt die voor consumptiegoederen van dezelfde soort normaal zijn en die de consument redelijkerwijs mag verwachten, gelet op de aard van het consumptiegoed en op de eventuele door de onderneming, de producent of diens vertegenwoordiger publiekelijk gedane mededelingen over de bijzondere kenmerken ervan, namelijk bij de reclame en de etikettering.

§ 2. De onderneming, desgevallend de producent, is niet gebonden door de in paragraaf 1, 4°, bedoelde publiekelijk afgelegde mededelingen indien zij aantoonbaar:

1° bedoelde mededeling haar niet bekend was en haar redelijkerwijs niet bekend kon zijn,

2° deze mededeling op het tijdstip van het sluiten van de overeenkomst was rechtgezet, of

3° de beslissing tot aankoop van het consumptiegoed niet door deze mededeling kon beïnvloed zijn.

§ 3. Gebrek aan overeenstemming wordt geacht niet te bestaan in de zin van dit artikel als, op het tijdstip van het sluiten van de overeenkomst, de consument het gebrek kende of redelijkerwijs daarvan op de hoogte moest zijn, dan wel als het gebrek aan overeenstemming voortvloeit uit het materiaal geleverd door de consument.

§ 4. Tout défaut de conformité résultant d'une mauvaise installation du bien de consommation est assimilé au défaut de conformité du bien de consommation lorsque l'installation fait partie du contrat de vente du bien de consommation et a été effectuée par l'entreprise ou sous sa responsabilité.

Il en va de même lorsque le bien de consommation doit être installé par le consommateur, qu'il est installé par lui et que le montage défectueux est dû à une erreur dans les instructions de montage.

Art. VI.91/4. § 1<sup>er</sup>. L'entreprise et le producteur sont solidairement responsables vis-à-vis du consommateur de tout défaut de conformité existant lors de la livraison du bien de consommation et apparaissant dans un délai de deux ans à compter de celle-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise et le consommateur peuvent, pour les biens de consommation d'occasion, convenir d'un délai inférieur à deux ans sans être toutefois inférieur à un an.

Par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut étendre le délai de garantie légale de deux ans visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour certaines catégories de biens de consommation, lorsqu'il peut être établi objectivement sur la base de données:

— que la durée de vie normalement escomptée est sensiblement supérieure à deux ans, et

— que ces biens présentent des défauts sérieux et persistants après la période de deux ans ou que leur réparabilité par des tiers est empêchée ou rendue difficile.

Avant de proposer un arrêté en application de l'alinéa 3, le ministre consulte le Conseil de la Consommation et le Conseil supérieur des Indépendants et des PME. Il fixe le délai raisonnable dans lequel l'avis doit être rendu. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

§ 2. Le délai de garantie légale prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est suspendu pendant le temps nécessaire à la réparation ou au remplacement du bien de consommation, ou en cas de négociations entre l'entreprise ou le producteur et le consommateur en vue d'un accord amiable.

§ 3. Pour la vente de biens de consommation d'occasion par une entreprise, seule la responsabilité de cette entreprise avec laquelle le consommateur a conclu le contrat de vente peut être engagée dans le cadre de la garantie légale.

§ 4. Gebrek aan overeenstemming ten gevolge van een verkeerde installatie van het consumptiegoed wordt gelijkgesteld met gebrek aan overeenstemming van het consumptiegoed wanneer de installatie deel uitmaakt van de verkoopovereenkomst betreffende het consumptiegoed en door de onderneming of onder haar verantwoordelijkheid is uitgevoerd.

Hetzelfde geldt als een consumptiegoed dat bestemd is om door de consument geïnstalleerd te worden, door deze geïnstalleerd wordt en de verkeerde installatie een gevolg is van een fout in de montagehandleiding.

Art. VI.91/4. § 1. De onderneming en de producent zijn jegens de consument hoofdelijk aansprakelijk voor elk gebrek aan overeenstemming dat bestaat bij de levering van een consumptiegoed dat zich manifesteert binnen een termijn van twee jaar vanaf deze levering.

In afwijking van het eerste lid kunnen de onderneming en de consument, voor tweedehandsconsumptiegoederen, een kortere garantietermijn dan twee jaar overeenkomen, zonder dat die termijn korter dan één jaar mag zijn.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit voor bepaalde categorieën van consumptiegoederen de in het eerste lid bedoelde wettelijke garantietermijn van twee jaar verlengen, wanneer objectief op basis van gegevens kan worden aangetoond dat:

— de normaal te verwachten levensduur van deze goederen merkbaar langer is dan twee jaar, en

— deze goederen ernstige en aanhoudende gebreken vertonen na de periode van twee jaar of hun herstelbaarheid door derden wordt verhinderd of bemoeilijkt.

De minister raadpleegt de Raad voor het Verbruik en de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de kmo vooraleer een besluit voor te stellen in toepassing van het derde lid. Hij bepaalt de redelijke termijn waarbinnen het advies wordt gegeven. Eenmaal deze termijn verstreken, is het advies niet meer vereist.

§ 2. De wettelijke garantietermijn van twee jaar bedoeld in paragraaf 1 wordt opgeschort tijdens de periode vereist voor de herstelling of de vervanging van het consumptiegoed of in geval van onderhandelingen tussen de onderneming of de producent en de consument met het oog op een minnelijke schikking.

§ 3. Bij de verkoop van tweedehandsconsumptiegoederen door een onderneming, kan enkel die onderneming waarmee de consument de verkoopovereenkomst heeft gesloten, worden aangesproken voor de wettelijke garantie.

§ 4. Sauf preuve contraire, le défaut de conformité qui apparaît durant la première année après la livraison est présumé exister au moment de la livraison, sauf lorsque cette présomption n'est pas compatible avec la nature du bien de consommation ou celle du défaut de conformité, compte tenu notamment du caractère neuf ou d'occasion du bien de consommation.

Lorsque le délai de garantie légale est, en application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, plus long que deux ans, la présomption établie à l'alinéa précédent vaut pour la moitié du délai de garantie légale tel qu'il a été prolongé.

§ 5. Les dispositions du livre III, titre VI, chapitre IV, du Code civil relatives à la garantie des défauts cachés de la chose vendue sont applicables après l'écoulement du délai de garantie légale prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Art. VI.91/5. § 1<sup>er</sup>. Outre, le cas échéant, des dommages et intérêts, le consommateur a le droit d'exiger, à son choix, soit de l'entreprise soit du producteur responsable d'un défaut de conformité en application de l'article VI.91/4, la réparation du bien de consommation ou son remplacement, dans les deux cas sans frais. Le mode de dédommagement que le consommateur exige ne peut être impossible ou disproportionné.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, un mode de dédommagement est considéré comme disproportionné s'il impose à l'entreprise ou au producteur des coûts qui, par rapport à l'autre mode, sont déraisonnables compte tenu:

1° de la valeur qu'aurait le bien de consommation s'il n'y avait pas le défaut de conformité;

2° de l'importance du défaut de conformité;

3° de la question de savoir si l'autre mode de dédommagement peut être mis en œuvre sans inconvénient majeur pour le consommateur.

§ 2. Toute réparation ou remplacement du bien de consommation doit être effectué dans un délai raisonnable et sans inconvénient majeur pour le consommateur, compte tenu de la nature du bien de consommation et de l'usage recherché par ce dernier.

Les frais visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont les frais nécessaires exposés pour la mise en conformité du bien, notamment les frais d'envoi du bien et les frais liés aux rémunérations et au matériel.

§ 4. Manifesteert een gebrek aan overeenstemming zich gedurende het eerste jaar na levering, dan geldt tot bewijs van het tegendeel het vermoeden dat dit gebrek bestond op het tijdstip van levering, tenzij dit vermoeden onverenigbaar is met de aard van het consumptiegoed of met de aard van het gebrek aan overeenstemming, door onder andere rekening te houden met het feit of het consumptiegoed nieuw dan wel tweedehands is.

Wanneer de wettelijke garantietermijn in toepassing van paragraaf 1, derde lid, langer is dan twee jaar, dan geldt het vermoeden bedoeld in het vorige lid gedurende de helft van de verlengde wettelijke garantietermijn.

§ 5. De bepalingen van boek III, titel VI, hoofdstuk IV, van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de vrijwaring voor de verborgen gebreken van de verkochte zaak zijn van toepassing na het verstrijken van de wettelijke garantietermijn bedoeld in paragraaf 1.

Art. VI.91/5. § 1. Naast desgevallend schadevergoeding, heeft de consument het recht, om, naar zijn keuze, van de onderneming of van de producent die overeenkomstig artikel VI.91/4 aansprakelijk is voor een gebrek aan overeenstemming, de kosteloze herstelling of de kosteloze vervanging van het consumptiegoed te eisen. De genoegdoening die de consument eist, mag niet onmogelijk of buiten verhouding zijn.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt een vorm van genoegdoening geacht buiten verhouding te zijn indien zij voor de onderneming of de producent kosten meebrengt die, vergeleken met de alternatieve vorm van genoegdoening onredelijk zijn, gelet op:

1° de waarde die het consumptiegoed zonder het gebrek aan overeenstemming zou hebben;

2° de ernst van het gebrek aan overeenstemming;

3° de vraag of de alternatieve vorm van genoegdoening concreet mogelijk is zonder ernstige overlast voor de consument.

§ 2. Elke herstelling of vervanging van een consumptiegoed moet, rekening houdend met de aard van het consumptiegoed en het door de consument beoogd gebruik, binnen een redelijke termijn en zonder ernstige overlast voor hem verricht worden.

De kosten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, zijn de kosten die moeten worden gemaakt om het goed in overeenstemming te brengen, namelijk de verzendingskosten en de kosten die verband houden met loon en materiaal.

§ 3. Il est toutefois tenu compte, le cas échéant, de l'aggravation du dommage résultant de l'usage du bien de consommation par le consommateur après le moment où il a constaté le défaut de conformité ou aurait dû le constater.

Art. VI.91/6. En cas de défaut de conformité d'un bien de consommation, le consommateur a le droit de demander à l'entreprise avec laquelle il a conclu le contrat de vente une réduction adéquate du prix ou la résolution du contrat de vente:

1° s'il n'a droit ni à la réparation ni au remplacement du bien, ou

2° si l'entreprise ou le producteur n'a pas effectué la réparation ou le remplacement dans un délai raisonnable ou sans inconvénient majeur pour le consommateur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le consommateur n'a pas le droit d'exiger la résolution du contrat de vente si le défaut de conformité est mineur.

Le remboursement au consommateur effectué en application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 est réduit pour tenir compte de l'usage que celui-ci a eu du bien de consommation depuis sa livraison.

#### Section 4

##### *Garantie commerciale*

Art. VI.91/7. Toute garantie commerciale lie celui qui l'offre selon les conditions fixées dans la déclaration de garantie et dans la publicité y afférente.

Art. VI.91/8. § 1<sup>er</sup>. La garantie commerciale est remise au consommateur qui conclut un contrat de vente, par écrit ou sur un autre support durable mis à sa disposition et auquel il a accès.

§ 2. Toute garantie commerciale mentionne:

1° de manière explicite le droit du consommateur à la garantie légale et sa durée, ainsi que le fait que ses droits ne sont pas affectés par la garantie commerciale;

2° de manière compréhensible et précise en quoi elle offre des garanties supplémentaires par rapport à la garantie légale;

§ 3. Desgevallend wordt er rekening gehouden met de verergering van de schade voortvloeiend uit het gebruik van het consumptiegoed door de consument na het ogenblik waarop hij het gebrek aan overeenstemming heeft vastgesteld of zou hebben moeten vaststellen.

Art. VI.91/6. Bij een gebrek aan overeenstemming van een consumptiegoed heeft de consument het recht van de onderneming waarmee hij de verkoopovereenkomst heeft gesloten een passende prijsvermindering of de ontbinding van de koopovereenkomst te vragen:

1° indien hij geen aanspraak kan maken op herstelling of vervanging, of

2° indien de herstelling of vervanging niet binnen een redelijke termijn of zonder ernstige overlast voor de consument wordt verricht door de onderneming of de producent.

In afwijking van het eerste lid heeft de consument niet het recht de ontbinding van de verkoopovereenkomst te verlangen indien het gebrek aan overeenstemming van geringe betekenis is.

De terugbetaling aan de consument in toepassing van het eerste en tweede lid wordt verminderd teneinde rekening te houden met het gebruik dat deze van het consumptiegoed heeft gehad sinds de levering ervan.

#### Afdeling 4

##### *Commerciële garantie*

Art. VI.91/7. Elke commerciële garantie is bindend voor diegene die haar biedt volgens de in het garantiebewijs en de daarmee samenhangende reclame vastgestelde voorwaarden.

Art. VI.91/8. § 1. De commerciële garantie wordt aan de consument die een verkoopovereenkomst sluit, overgemaakt op schriftelijke wijze of op een andere te zijner beschikking staande en voor hem toegankelijke duurzame drager.

§ 2. Elke commerciële garantie vermeldt:

1° uitdrukkelijk het recht van de consument op de wettelijke garantie en de duur ervan en dat de commerciële garantie die rechten onverlet laat;

2° op begrijpelijke en precieze wijze welke aanvullende waarborgen ze biedt ten opzichte van de wettelijke garantie;

3° de manière compréhensible et exhaustive ses conditions et limites d'application;

4° si elle est payante, son prix;

5° vers qui le consommateur doit se tourner pour la mise en œuvre de la garantie commerciale; s'il ne s'agit pas de l'entreprise avec laquelle il a conclu le contrat de vente, la garantie mentionne le nom, l'adresse complète, le numéro d'entreprise et l'adresse électronique de la personne à qui le consommateur doit s'adresser.

Art. VI.91/9. Lorsque la garantie commerciale ne respecte pas les conditions visées aux articles VI.8 et VI.91/8, les droits du consommateur d'en exiger le respect ne sont aucunement affectés.

## Section 5

### *Délais*

Art. VI.91/10. Le consommateur informe l'entreprise ou le producteur de l'existence du défaut qui apparaît durant le délai de garantie légale ou commerciale dans les deux mois à compter du jour où il a constaté ce défaut.

Art. VI.91/11. L'action du consommateur fondée sur la garantie légale ou commerciale se prescrit dans un délai d'un an à compter du jour où celui-ci a constaté le défaut de conformité.

Lorsque l'action est fondée sur la garantie légale, le délai d'un an visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut expirer avant la fin de la garantie légale de deux ans ou avant la fin du délai de garantie prolongé en vertu de l'article VI. 91/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Lorsque l'action est fondée sur la garantie commerciale, le délai d'un an visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut expirer avant la fin du délai de la garantie commerciale.

## Section 6

### *Action récursoire*

Art. VI.91/12. § 1<sup>er</sup>. À moins que le défaut de conformité du bien de consommation ne soit imputable à l'entreprise, celle-ci peut, lorsqu'elle a été appelée par le consommateur à intervenir sur la base de la garantie

3° op begrijpelijke en uitputtende wijze de voorwaarden en de beperkingen ervan;

4° indien ze betalend is, de prijs ervan;

5° tot wie de consument zich kan richten om van de commerciële garantie gebruik te kunnen maken; indien dit niet de onderneming is waarmee hij de verkoopovereenkomst heeft gesloten, worden de naam, het volledige adres, het ondernemingsnummer en het elektronisch adres van de persoon tot wie de consument zich moet richten, gegeven.

Art. VI.91/9. Er wordt op generlei wijze afbreuk gedaan aan het recht van de consument om de naleving van de commerciële garantie te eisen, wanneer deze niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen VI.8 en VI.91/8.

## Afdeling 5

### *Termijnen*

Art. VI.91/10. De consument brengt de onderneming of de producent op de hoogte van het gebrek dat zich manifesteert gedurende de wettelijke of commerciële garantietermijn, binnen twee maanden vanaf de dag waarop hij het gebrek heeft vastgesteld.

Art. VI.91/11. De rechtsvordering van de consument op grond van de wettelijke of van de commerciële garantie verjaart na verloop van één jaar vanaf de dag waarop hij het gebrek aan overeenstemming heeft vastgesteld.

Wanneer de rechtsvordering steunt op de wettelijke garantie, mag de termijn van één jaar bedoeld in het eerste lid niet verstrijken voor het einde van de wettelijke garantie van twee jaar of voor het einde van de garantietermijn zoals verlengd krachtens artikel VI.91/4, § 1, derde lid.

Wanneer de rechtsvordering steunt op de commerciële garantie, mag de termijn van één jaar bedoeld in het eerste lid niet verstrijken voor het einde van de commerciële garantietermijn.

## Afdeling 6

### *Verhaalrecht*

Art. VI.91/12. § 1. Tenzij het gebrek aan overeenstemming van het consumptiegoed te wijten is aan de onderneming, kan zij, wanneer ze wordt aangesproken door de consument op grond van de wettelijke garantie,

légale, exiger du producteur ou de tout autre intermédiaire contractuel dans la transmission de la propriété du bien le remboursement des coûts induits par ce défaut de conformité.

Lorsqu'il a été appelé par le consommateur à intervenir sur la base de la garantie légale, le producteur peut exiger de l'entreprise, ou de tout autre intermédiaire contractuel dans la transmission de la propriété du bien qui est responsable du défaut de conformité, le remboursement des coûts induits par ce défaut de conformité.

§ 2. Lorsqu'une entreprise est appelée à intervenir sur la base d'une garantie commerciale qui est offerte par une autre personne, elle peut réclamer à celle-ci le remboursement des coûts induits par cette intervention.

Art. VI.91/13. L'entreprise, le producteur ou l'intermédiaire contractuel dans la transmission de la propriété du bien de consommation rembourse dans le mois qui suit le jour de la réception de la demande tous les frais qui sont réclamés en application de l'article VI. 91/12.

Art. VI.91/14. Toute clause contractuelle qui a pour effet de limiter ou d'écarter les droits visés aux articles VI. 91/12 et VI.91/13 est nulle de plein droit.

Toute pratique qui limite ou rend plus difficile l'exercice de ces droits est interdite.

## Section 7

### *Droit applicable*

Art. VI.91/15. Toute clause déclarant applicable à un contrat régi par le présent chapitre la loi d'un État tiers à l'Union européenne est nulle en ce qui concerne les matières régies par le présent chapitre lorsque, en l'absence de cette clause, la loi d'un État membre de l'Union européenne serait applicable et procurerait une protection plus élevée au consommateur dans lesdites matières.

### Art. 5

Dans l'article VI. 97, 7°, du même Code, inséré par la loi du 21 décembre 2013, les mots "des dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004 relative à la protection des consommateurs en cas de vente de biens de consommation" sont remplacés par les mots "des articles VI. 91/3 à VI. 91/11 relatifs à la garantie légale et commerciale".

de kosten als gevolg van dat gebrek aan overeenstemming, verhalen op de producent of van iedere andere contractuele tussenpersoon in de eigendomsoverdracht ervan.

Wanneer de producent wordt aangesproken door de consument op grond van de wettelijke garantie, kan hij van de onderneming of van iedere, andere contractuele tussenpersoon in de eigendomsoverdracht ervan, die verantwoordelijk is voor het gebrek aan overeenstemming, de terugbetaling eisen van de kosten opgelopen als gevolg van dat gebrek aan overeenstemming.

§ 2. Wanneer een onderneming wordt aangesproken op grond van een commerciële garantie die door een andere persoon is verstrekt, kan zij alle kosten die zij hiervoor draagt, verhalen op deze laatste.

Art. VI.91/13. De onderneming, de producent of contractuele tussenpersoon in de eigendomsoverdracht van het consumptiegoed, betaalt binnen de maand na de dag van ontvangst van het verhaal alle kosten terug die gevorderd worden in toepassing van artikel VI.91/12.

Art. VI.91/14. Elk contractueel beding dat tot gevolg heeft de rechten bedoeld in de artikelen VI.91/12 en VI.91/13 te beperken of op te heffen, is van rechtswege nietig.

Elke praktijk die de uitoefening van die rechten verhindert of bemoeilijkt, is verboden.

## Afdeling 7

### *Toepasselijk recht*

Art. VI.91/15. Een beding dat de wet van een Staat die geen lid is van de Europese Unie toepasselijk verklaart op een overeenkomst beheerst door deze wet, is nietig wat betreft de in dit hoofdstuk geregelde aangelegenheden, wanneer bij gebreke van dat beding de wet van een lidstaat van de Europese Unie toepasselijk zou zijn en die wet de consument, in genoemde aangelegenheden een hogere bescherming verleent.

### Art. 5

In artikel VI.97, 7°, van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013, worden de woorden "de bepalingen van de wet van 1 september 2004 betreffende de bescherming van de consumenten bij verkoop van consumptiegoederen" vervangen door de woorden "de artikelen VI.91/3 tot VI.91/11 over de wettelijke en de commerciële garantie".

**Section 3**

*Modification du livre XV  
du Code de droit économique*

## Art. 6

L'article XV.83, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 21 décembre 2013 et modifié par les lois du 15 mai 2014 et du 26 octobre 2015, est complété par le 19° rédigé comme suit:

“19° des articles VI. 91/3 à VI. 91/14 et des arrêtés pris en exécution de l'article VI.91/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.”

**Section 4**

*Modification du livre XVII  
du Code de droit économique*

## Art. 7

À l'article XVII.26, b), du même Code, inséré par la loi du 26 décembre 2013, le 10° est abrogé.

**CHAPITRE 3****Modifications du Code judiciaire**

## Art. 8

Dans l'article 587, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, le 3°, rétabli par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004, est abrogé.

## Art. 9

Dans l'article 589 du même Code, le 14°, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004, est abrogé.

**CHAPITRE 4****Modification du Code civil**

## Art. 10

Les articles 1649*bis* à 1649*octies* du Code civil, insérés par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004, sont abrogés.

**Afdeling 3**

*Wijziging van boek XV  
van het Wetboek van economisch recht*

## Art. 6

Artikel XV.83, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013 en gewijzigd bij de wetten van 15 mei 2014 en 26 oktober 2015, lid wordt aangevuld met een bepaling onder 19°, luidende:

“19° van de artikelen VI.91/3 tot VI.91/14 en van de besluiten ter uitvoering van artikel VI.91/4, § 1, derde lid.”

**Afdeling 4**

*Wijziging van boek XVII  
van het Wetboek van economisch recht*

## Art. 7

In artikel XVII.26, b), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 26 december 2013, wordt de bepaling onder 10° opgeheven.

**HOOFDSTUK 3****Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek**

## Art. 8

In artikel 587, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, wordt de bepaling onder 3°, hersteld bij de wet van 1 september 2004, opgeheven.

## Art. 9

In artikel 589 van hetzelfde Wetboek wordt de bepaling onder 14°, ingevoegd bij de wet van 1 september 2004, opgeheven.

**HOOFDSTUK 4****Wijziging van het Burgerlijk Wetboek**

## Art. 10

De artikelen 1649*bis* tot 1649*octies* van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 september 2004, worden opgeheven.

## CHAPITRE 5

**Évaluation des dispositions  
en matière de garantie**

## Art. 11

Un an après l'entrée en vigueur des dispositions visées à l'article 14, le ministre chargé de l'Économie et des Consommateurs et le ministre chargé des Classes moyennes dressent un rapport d'évaluation sur l'application des dispositions de la présente loi relative à la garantie.

## CHAPITRE 6

**Disposition transitoire**

## Art. 12

Les articles VI.91/12 à VI.91/15 du Code de droit économique, insérés par l'article 5 de la présente loi s'appliquent également aux contrats conclus avant son entrée en vigueur.

## CHAPITRE 7

**Entrée en vigueur**

## Art. 13

La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

28 juin 2019

## HOOFDSTUK 5

**Evaluatie van de bepalingen  
inzake garantie**

## Art. 11

De minister belast met Economie en Consumenten en de minister belast met Middenstand maken een evaluatieverslag op over de toepassing van de bepalingen van deze wet inzake garantie, één jaar na de inwerkingtreding van de bepalingen bedoeld in artikel 14.

## HOOFDSTUK 6

**Overgangsbepaling**

## Art. 12

De artikelen VI.91/12 tot VI.91/15 van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij artikel 5 van deze wet, zijn mede van toepassing op de overeenkomsten die zijn gesloten voor haar inwerkingtreding.

## HOOFDSTUK 7

**Inwerkingtreding**

## Art. 13

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

28 juni 2019

Leen DIERICK (CD&amp;V)